

Allocution du recteur de l'Université de Montréal, Guy Breton,
à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain

30 novembre 2010

La version prononcée fait foi

Monsieur le président et chef de la direction de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain,

Distingués invités de la table d'honneur,

Madame la chancelière de l'Université de Montréal,

Chers invités,

Je suis très heureux d'être parmi vous pour ma première intervention sur une tribune publique depuis mon entrée en fonction. Je remercie la Chambre pour son invitation, elle qui joue depuis quelques années un rôle essentiel de passerelle entre le monde universitaire et le monde des affaires. La Chambre a très bien saisi les enjeux qui nous sont communs. Et je tiens à en féliciter Michel Leblanc ainsi que toute son équipe.

Je veux aussi vous dire merci à vous, représentants du milieu des affaires, pour la réponse que vous avez donnée au sondage mené récemment par la Chambre sur votre perception du milieu universitaire québécois. J'ai été enchanté par la très haute opinion que vous vous faites de nos universités. Avec un sondage pareil, si les recteurs décidaient de se présenter aux prochaines élections, il y a de bonnes chances qu'ils seraient portés au pouvoir! Que François Legault se rassure, ce n'est pas mon intention de former un parti avec mes collègues recteurs!

Cela dit, je pense très sincèrement que l'éducation, le projet éducatif au Québec, est la troisième voie que nous cherchons collectivement. S'il y a un consensus actuellement au Québec c'est sur la place, le rôle, l'importance de l'éducation dans notre société. Et en général, quand un consensus se dégage, c'est que nous sommes prêts à passer à l'action. Et le Québec est prêt à passer à l'action dans ce domaine. Il n'aura d'ailleurs pas le choix.

Il n'aura pas le choix parce que toutes les solutions aux grands défis que le Québec aura à relever passent par le savoir et l'éducation. D'abord le marché de l'emploi qui entrera très bientôt dans une zone de turbulence :

- Les premiers baby-boomers auront 65 ans l'an prochain.
- À compter de 2012, ils vont commencer à prendre leur retraite. Et au cours des prochaines années, un million d'emplois seront à pourvoir.
- En 2018, le Québec sera pratiquement en plein emploi.

Voilà ce qui nous attend: une population active sollicitée au maximum. Et une demande de formation universitaire qui explose. Les universités seront au rendez-vous. L'Université de Montréal sera au rendez-vous : avec nos écoles affiliées, nous formons un étudiant sur 4 au Québec.

Les Québécois vont travailler comme jamais dans les prochaines années. Ils vont devoir aussi travailler mieux, être plus productifs. « Productivité » est un mot tabou au Québec. Chaque fois qu'on le prononce, les Québécois pensent qu'on veut remettre en cause leur mode de vie. Pourtant, parler de productivité, ce n'est pas dire aux Québécois : « travaillez plus ». Non. C'est leur dire : « allez à l'école ». Notre écart de productivité avec le reste de l'Amérique est attribuable en grande partie à la scolarisation. Prenons l'exemple des cadres. Au Québec, 36 % des cadres ont une formation universitaire. Aux États-Unis, c'est

54 %. Ce que nous devons comprendre, c'est que la productivité, ce n'est pas une journée de travail qui se poursuit après 18 heures, c'est une éducation qui se poursuit après 18 ans.

C'est, aussi, pour plusieurs, une éducation qui se poursuit tout au long de la vie. C'est pourquoi j'ai pris l'engagement de développer le secteur de la formation continue, et en particulier la formation continue professionnelle. Nous voulons être en mesure d'offrir des formations d'appoint à toutes les personnes qui désirent se perfectionner, dans leur domaine d'expertise, mais aussi dans d'autres domaines connexes. Nous voulons accueillir :

- des architectes qui veulent se former à la gestion
- des médecins qui ont besoin de se frotter aux méthodes statistiques
- des notaires qui veulent acquérir une formation en psychologie;
- des musiciens qui veulent maîtriser l'informatique;
- des gens d'affaires qui veulent parler le mandarin.

L'autre façon d'être plus productif, c'est d'occuper de nouvelles niches industrielles. De créer des entreprises à valeur ajoutée. Multimédia, pharmaceutique, bio et nanotechnologie, aéronautique : dans tous ces secteurs, le Québec s'est positionné au cours de la dernière décennie, avec l'aide du gouvernement qui a fait des choix stratégiques pour aider ces industries à se développer. Les effets ont été tangibles, sur l'économie montréalaise en particulier. En cinq ans, Montréal est passée du 27^e au 19^e rang des centres technologiques les plus dynamiques en Amérique du Nord. Et là encore, nos universités jouent un rôle déterminant. La moitié des emplois créés au Québec depuis 2000 ont été comblés par des diplômés universitaires. À elle seule, l'Université de Montréal diplôme près de 11 000 étudiants chaque année, plus que toute autre université au Québec, la deuxième au Canada.

Autre défi : le vieillissement de la population. Dans dix ans, les 65 ans et plus surpasseront en nombre les moins de 20 ans. Avec les pressions que l'on anticipe sur le système de la santé. Vous savez, je suis médecin et professeur. Je me situe à la jonction des deux grands secteurs de l'activité publique : l'éducation et la santé. Je pense que le sort de notre réseau de la santé est déterminé en grande partie par la qualité de notre réseau d'enseignement supérieur. L'Université de Montréal occupe une place centrale à ce chapitre. Nous formons 50 % des professionnels de la santé au Québec. La santé des Québécois, elle se prépare pour moitié à l'Université de Montréal. Et avec le CHUM, avec son Centre de recherche, avec le CHU Ste-Justine, avec le quartier de la santé et avec la vingtaine de nos autres établissements de santé affiliés, nous serons au cœur de la formation de la future génération des professionnels de la santé.

Le XXI^e siècle, ce sera aussi celui de l'environnement et du développement durable. Et c'est dans les laboratoires de nos universités que se préparent les réponses aux défis environnementaux de notre époque. Parce que la science est la meilleure façon de comprendre notre environnement. Et parce qu'il n'y a pas de développement véritablement durable sans science.

La science, c'est d'ailleurs l'une des forces de l'Université de Montréal. Et nous voulons qu'elle soit convenablement logée. Certains de nos laboratoires ne sont plus adaptés à l'enseignement de la science d'aujourd'hui. C'est pourquoi nous voulons aménager un pavillon des sciences sur le terrain de l'ancienne gare de triage à Outremont. Il s'agit d'un projet unique, qui transformera notre campus mais surtout, qui transformera un immense terrain vague en un quartier résidentiel et universitaire. J'en parle comme d'un

projet de l'Université de Montréal. Mais dans les faits, c'est un projet citoyen, c'est votre projet. Les trois ordres de gouvernement l'ont bien compris et ce sont eux qui financeront tous les travaux de viabilisation.

La transformation de l'ancienne gare de triage d'Outremont, c'est aussi un projet profondément montréalais. Le terrain est situé au centre géographique de l'île, à la jonction de cinq quartiers. Tout autour de notre pavillon des sciences, des immeubles résidentiels, des espaces verts, des équipements récréatifs, des entreprises, se développeront au cours des prochaines années. Toute une vie de quartier tournée vers l'avenir. Je dis souvent que notre université est une ville dans la ville. Cela n'aura jamais été aussi vrai. Ce projet, c'est aussi un projet vert. Parce qu'il va nous permettre de préserver l'intégrité environnementale de notre campus de la montagne. Nous sommes des amis de la montagne. Nous croyons que l'expansion de notre campus, une expansion nécessaire, urgente même, passe par l'enlèvement des rails de la gare de triage plutôt que par l'abattage des arbres du mont Royal.

Je pense très sincèrement que l'Université de Montréal est l'une des clés des défis qui attendent le Québec. Avec un budget de 1,3 milliard de dollars, notre Université est un acteur majeur de l'économie québécoise. Si l'Université de Montréal était une entreprise, elle se situerait dans le groupe des 50 plus grandes entreprises québécoises. Mais l'Université de Montréal n'est pas une entreprise. Je ne suis pas ici pour faire de l'argent. Je suis ici pour ne pas en perdre. Et je peux vous dire que nous faisons de gros efforts pour équilibrer nos finances. Pour la première fois en 8 ans, nous atteindrons l'équilibre budgétaire cette année.

Je suis ici pour aider la société québécoise à se développer à tous les niveaux: économique, social, culturel, scientifique. Je suis ici pour former des citoyens du Québec qui soient aussi des citoyens du monde, curieux, informés, ouverts.

Et vous pouvez, vous associer à nous pour nous aider à accomplir cette mission. Vous le faites d'ailleurs déjà. Un bel exemple de collaboration avec l'entreprise : notre laboratoire de simulation médicale. Un laboratoire qui applique à l'apprentissage de la médecine la technologie des simulateurs de vol développée par CAE. Tous nos étudiants en médecine doivent passer par ce centre : il s'agit d'une première en Amérique du Nord. Le centre est géré par CAE Santé. En retour, CAE Santé profite de notre expertise en pédagogie médicale pour mettre au point des appareils qui sont plus vrais que nature. C'est tout un nouveau créneau d'expertise qui se développe ici, à Montréal, et qui pourrait devenir à la médecine de demain ce que les simulateurs de vol sont à l'avionique d'aujourd'hui.

Une chose m'a surpris lorsque j'ai pris connaissance du sondage de la Chambre auprès des gens d'affaires : vous voulez plus de recherche, plus de centres de recherche pour les universités. *This is excellent news. And this comes at the right time, because you have before you the rector of Québec's most dynamic research university. Research amounts to 40% of our budget. You might as well say that it is half our mission. Thanks to our professors, we have been ranked among the top 4 research universities in Canada in terms of research volume for the past 10 years. And for the past 5 years, we have held the number one spot in Québec.* Et ce sont nos forces en recherche qui nous permettent de nous distinguer sur la scène internationale. Nous sommes la seule université francophone d'Amérique à avoir accédé au groupe des 100 premières universités au monde.

Derrière les chiffres, il y a des découvertes très concrètes. En 2008, pour la première fois depuis que le télescope a été mis au point par Galilée, des astrophysiciens sont parvenus à photographier des planètes à l'extérieur de notre système solaire. Et ça s'est passé ici, à l'Université de Montréal. Mieux encore, l'an

dernier, nos chercheurs ont mis au point la caméra la plus sensible au monde, une technologie tout à fait unique que la NASA s'est empressée d'acheter. Nous sommes les yeux de la NASA.

Des découvertes comme celle-là, il y en a plusieurs. Mais ces réussites ont malheureusement leur revers. La recherche coûte cher aux universités. Pas la recherche comme telle, mais tout ce qui vient avec. Certes, les subventions de recherche servent à financer les travaux des chercheurs et la construction de laboratoires et de centres de recherche. Mais dès qu'il s'agit de faire fonctionner ces installations et de les entretenir, les coûts sont à la charge de l'université. C'est le grand paradoxe du financement de la recherche. Plus une université fait de la recherche, plus elle s'endette. Et c'est pourquoi notre université, qui fait le plus de recherche au Québec, est aussi la plus endettée. Certains pourront y voir une coïncidence, je pense que c'est plutôt une conséquence.

La solution à nos problèmes financiers passe par une augmentation de nos revenus et par une diversification de nos sources de revenus. C'est la seule façon de stabiliser notre financement. Et c'est la seule façon de combler le fossé qui nous sépare des autres universités canadiennes. Un fossé qui se creuse d'année en année. Il y a quatre ans, l'Université de Montréal disposait de 2 700 dollars de moins par étudiant que ses comparables du Canada. Cette année, c'est 4 000 dollars de moins, soit 120 millions de dollars de moins dans notre budget.

Aujourd'hui, presque tout le financement des universités repose sur deux acteurs : le gouvernement du Québec et les étudiants. Je propose de repenser ce modèle. De quatre façons :

Premièrement, en demandant aux gouvernements, fédéral et provincial, de nous aider à couvrir à leur juste valeur les frais occasionnés par nos activités de recherche. Je veux que l'on distingue l'enseignement et la recherche dans la structure de financement.

Deuxièmement, en augmentant notre offre de cours de formation continue. Je l'ai dit plus tôt, c'est un enjeu important pour nous et pour les entreprises du Québec.

Troisièmement, par une hausse des droits de scolarité. Cette hausse n'est pas seulement nécessaire, elle est incontournable. Le gel ou le quasi-gel des droits de scolarité a été néfaste pour nos universités. Et les étudiants du Québec ne fréquentent pas plus l'université pour autant – en fait, ils la fréquentent même moins qu'ailleurs au Canada et aux États-Unis. Le gel des droits de scolarité a créé une illusion d'accessibilité, sans donner les résultats attendus. Cette hausse, elle doit être progressive, sur un horizon de 5 ans. Et elle doit être modulée, c'est-à-dire que les droits devraient varier d'une discipline à l'autre pour mieux tenir compte du coût des programmes et des revenus escomptés des diplômés. Le Québec est le seul État d'Amérique du Nord où l'étudiant en pharmacie paie les mêmes droits que l'étudiant en philosophie. 30 % de cette hausse devra obligatoirement servir à bonifier l'aide financière. Ce que je vais dire pourra paraître paradoxal à certains, mais je pense qu'il faut hausser les droits de scolarité pour améliorer l'accessibilité aux études universitaires. Car des universités mieux financées, ce sont aussi des universités qui peuvent accueillir plus d'étudiants de talent qui n'ont pas les moyens d'étudier à l'université.

Enfin, quatrièmement, je propose la création d'un espace fiscal pour soutenir l'enseignement et la recherche universitaire. Soyons clairs, je ne veux pas taxer les entreprises et les particuliers. Ma proposition est incitative. Je veux que les entreprises et les individus embarquent avec nous. Ce que je propose, c'est que le gouvernement offre des avantages fiscaux aux entreprises et aux particuliers qui veulent soutenir les universités, comme nous l'avons fait avec le régime d'épargne-action ou pour

soutenir l'industrie du cinéma. Je veux que les entreprises puissent financer la recherche qui se fait dans des domaines qui ne sont pas liées à leurs activités. Je veux que les particuliers puissent s'approprier les universités et en être de fiers partenaires. Et je veux que ce nouvel espace fiscal soit plus qu'un simple levier financier : qu'il devienne le baromètre de la valeur que nous accordons à l'éducation.

Voilà la proposition que je fais. C'est ce que je vais présenter lors de la rencontre des partenaires de l'éducation, qui se tiendra la semaine prochaine à l'initiative de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp. C'est une proposition raisonnable. L'effort demandé aux étudiants représente moins de la moitié des nouveaux revenus dans le modèle que je propose. Parce que les étudiants, pas plus que le gouvernement, n'ont à porter seuls le poids d'un réinvestissement dans l'éducation supérieure. J'espère que ma proposition sera reçue du gouvernement comme de vous tous qui avez à cœur l'avenir de notre système éducatif. Je vais travailler avec les moyens qu'on me donnera. Mais si on me donne des moyens, je m'engage :

- À soutenir nos centres de recherche – des centres de renommée internationale comme notre Institut de recherche en immunologie et en oncologie (IRIC).
- À aménager des environnements de formation modernes, plus d'espace, de meilleurs équipements, de meilleures technologies.
- À promouvoir la culture sous toutes ses formes, comme le fait déjà le formidable orchestre de notre Faculté de musique
- À garnir nos collections et les rayonnages de nos bibliothèques, l'Université étant indissociable du livre
- À dynamiser la vie sur notre campus, à l'exemple de nos Carabins, qui électrisent les fans montréalais.
- À équiper nos cliniques d'enseignement, qui sont aussi vos cliniques.
- À créer des bourses d'études pour nos étudiants.
- À embaucher des professeurs : plus de professeurs, c'est aussi plus de fonds de recherche et, donc, plus de ressources pour financer nos étudiants de maîtrise et de doctorat.

Bref, je m'engage à faire briller l'Université de Montréal. L'Université de Montréal est votre moteur. Un moteur de savoir, un moteur... de recherche. Les communautés de HEC Montréal, de l'École Polytechnique et de l'Université de Montréal veulent écrire l'histoire avec vous, une histoire qui donnera une nouvelle dimension à la société québécoise.

Aussi je vous tends la main, à vous de la communauté des affaires, comme je le fais avec tous les acteurs de notre société. L'écosystème de notre économie, le plus naturellement du monde, nous a désignés comme des partenaires indissociables. Les résultats de notre partenariat sont déjà nombreux. Nous pouvons les multiplier encore.

Vous avez des idées à partager ? Vous voulez travailler avec nous ? Écrivez-moi. Mon bureau est votre guichet unique.

Merci et à très bientôt.